



**COMITE DES OEUVRES SOCIALES
DE LEVALLOIS PERRET**

Association loi 1901

Siège social : Hôtel de Ville - 92300 LEVALLOIS PERRET

*

RAPPORT
du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

*

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COMITE DES OEUVRES SOCIALES DE LEVALLOIS PERRET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et décrits dans l'annexe des comptes annuels, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les postes comptables jugés significatifs, à savoir :

- Subventions :

L'association perçoit une subvention destinée à financer ses actions. Nos travaux ont principalement consisté à vérifier l'existence de pièces juridiques fondant les traitements comptables et la correcte application du principe de spécialisation des exercices.

- Prestations prises en charge :

Nos travaux ont consisté à nous assurer par recoupement de la cohérence des prestations prises en charge par l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 juin 2024

Olivier GODARD



EQUINOXE



**commissaire
aux comptes**

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	26 221	26 221		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 047	3 047		
Immobilisations corporelles en cours	18 470		18 470	
Autres	12 077	12 077		1 538
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	705		705	705
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL I	60 519	41 344	19 175	2 243
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				18
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	160		160	50 115
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	122 603		122 603	50 959
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	180 729		180 729	243 275
Charges constatées d'avance	58 945		58 945	11 547
TOTAL II	362 437		362 437	355 914
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	422 956	41 344	381 612	358 157

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	253 710	251 791
Excédent ou déficit de l'exercice	25 097	1 919
Situation nette (sous total)	278 807	253 710
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	15 770	
Provisions réglementées		
TOTAL I	294 577	253 710
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 554	26 221
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		5 478
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	480	72 748
TOTAL IV	87 034	104 447
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	381 612	358 157

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	15 799	11 446
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	137 125	101 754
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	850 000	850 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2	18
TOTAL I	1 002 925	963 218
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	18 982	13 252
Variation de stock	18	
Autres achats et charges externes	863 830	796 655
Aides financières	89 882	93 424
Impôts, taxes et versements assimilés	26	204
Salaires et traitements	3 569	39 166
Charges sociales	1 547	13 938
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		4 780
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1	2
TOTAL II	977 855	961 421
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	25 070	1 797
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	25 070	1 797
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	8 249	509
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	8 249	509
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	6 684	386
Sur opérations en capital	1 538	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	8 222	386
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	27	123
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 011 174	963 727
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	986 077	961 807
EXCEDENT OU DEFICIT	25 097	1 919
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	294 984	196 055
Bénévolat		
TOTAL	294 984	196 055
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	(44 503)	(39 822)
Prestations en nature	(250 481)	(156 233)
Personnel bénévole		
TOTAL	(294 984)	(196 055)

A N N E X E

Règles et Méthodes Comptables

(Conformément aux référentiels comptables : les règlements 2014-03 et 2018)

1. Présentation de l'entité

1.1. Identité, organisation

a) Objet social de l'association

L'association du Comité des Œuvres Sociales de Levallois, créée le 12 mars 1963, a pour objet :

Offrir des prestations d'action sociale, collectives ou individuelles, visant à améliorer les conditions de vie des agents de la Ville et de leurs familles, notamment en matière de loisirs, d'aide aux vacances, d'aide à l'enfance, de protection et de soutien au personnel en situation difficile.

b) Activités de l'association

L'association a pour but de venir en aide, sous différentes formes, aux membres du personnel territorial permanent. Elle prend en charge une partie variable ou par quotient des actions sociales proposées au personnel territorial permanent, en fonction d'un barème actualisé annuellement et présenté au conseil d'administration.

Par le biais d'une billetterie ouverte toute l'année, l'association propose l'accès à un grand nombre de sites comme le Musée du Louvre ou la Cité des sciences pour la culture, le Futuroscope ou Disneyland pour les parcs de loisirs, la foire de Paris ou le salon de l'agriculture pour les salons. Elle donne aussi l'opportunité d'assister à des pièces de théâtre, à des comédies musicales ou à des concerts.

Au-delà de cette billetterie, l'association propose une aide financière pour permettre aux familles de partir en vacances et aux enfants de pratiquer le sport ou de participer à des séjours. Cette aide peut aussi être disponible pour des évènements particuliers comme un mariage, un enterrement, ou une fête de Noël.

Le COS participe également aux médailles du travail (or, vermeil, argent).

c) Effectifs

- ✓ L'effectif des salariés au 31/12/2023 : 0 salarié.
- ✓ L'effectif des bénévoles au 31/12/2023 : 16 membres.
 - 16 bénévoles statutaires

Les dirigeants de l'association sont bénévoles, ils ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

En 2023, le Comité des Œuvres Sociales a défini comme objectif principal de renforcer sa communication interne à travers les actions suivantes :

- ✓ Restructurer le fonctionnement du COS et favoriser le bien-être au travail.
- ✓ Assurer la transparence dans le traitement de chaque dossier pour une gestion équitable de l'Association.
- ✓ Poursuivre le développement de partenariats avec les commerces locaux de Levallois et les entreprises de divers secteurs en vue d'améliorer le pouvoir d'achat.
- ✓ Mettre en concurrence les voyagistes pour des séjours fixes tout en garantissant la qualité des prestations à des tarifs compétitifs.
- ✓ Organiser un Arbre de Noël plus convivial et chaleureux à destination des enfants du personnel.
- ✓ Proposer des billets à des tarifs ultra-compétitifs pour favoriser une plus grande accessibilité à la culture et aux loisirs.
- ✓ Maintenir les jeux et concours gratuits pour les membres et leurs proches.

1.3. Évènements postérieurs à la clôture

- ✚ Le 30/01/2024, la convention de mise à disposition avec la ville a été mise à jour, et repris au sein de l'article II.2 de l'annexe II.

En effet et afin de nous régulariser (recommandations CRC) en ce qui concerne l'interdiction de MAD de personnel communal à titre gracieux, la mention « à titre gracieux » a été retirée du titre de l'annexe II, et le contenu de l'article II.2 de cette annexe, a été modifié comme suit :

Ainsi il est précisé à ce titre, ***que la rémunération annuelle pour chacun des agents mis à disposition sera refacturée trimestriellement par la Ville à l'Association. Ce système de refacturation s'opérera sur présentation d'un titre de recettes. Dès réception du titre de recettes, l'Association s'engage à régler ce montant auprès de la Ville sous un délai de 30 jours.***

- ✚ Une nouvelle plateforme a été mis en place début 2024 pour la billetterie et réservation de voyage.

2. Règles et méthodes comptables

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023, dont le total du bilan s'élève à 381 612 € et dont le résultat présente un déficit de +25 097€

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées :

- ✓ Continuité d'exploitation ;
- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ✓ Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du Plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 obligatoire à compter du 01/01/2020 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

3. Notes sur l'actif du bilan

3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- ✓ Agencements et installations des constructions - 5 ans à 10 ans ;
- ✓ Logiciel – 1 à 5 ans ;
- ✓ Matériel et outillage – 3 à 5 ans ;
- ✓ Matériel de transport – 5 ans ;
- ✓ Matériel de bureau et informatique – 1 à 5 ans ;
- ✓ Mobilier – 3 à 5 ans.

3.2. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Notes sur le passif du bilan

4.1. Fonds propres

L'Association le COS n'a pas de fond associatif hormis le report à nouveau.

4.2. Provisions pour risques et charges

N'ayant pas de salarié, il n'y a aucune provision pour risques et charges dans les comptes de l'association.

5. Notes sur le compte de résultat

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée.

6. Honoraires

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes s'est élevé à 4 660€ pour l'exercice 2023.

7. Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211-3 du règlement 2018-06, l'association COS considère que la valorisation des fluides, du ménage, des fournitures de bureau..., ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ; d'une part et l'association n'est pas en mesure de recenser et de valoriser ces contributions volontaires en nature d'autre part.

Le montant des contributions volontaires en nature s'élève à 294 984€ et se répartit de la façon suivante :

Valorisation totale 2023 dans les comptes :

Biens immobiliers	
Adresse	Valorisation /an
Locaux -Sous-sol <i>Hôtel de Ville</i>	29 520 €
SOUS-TOTAL	29 520 €

Biens mobiliers	
Photocopieur	
Photocopieur	Valorisation /an
Location photocopieur + impression 7000 pages	3 603 € TTC
SOUS-TOTAL	3 603 €

Informatique	
Matériel	Valorisation /an
Maintenance annuelle	4 640 €
Boîtes aux lettres M365	840 €
3 PC Portables et 5 Fixes	5 900 €
SOUS-TOTAL	11 380 €

Personnels mis à disposition	
Personnels mis à disposition	Valorisation /an
5 agents territoriaux	250 481 €
SOUS-TOTAL	250 481 €

VALORISATION TOTALE 2023 DANS LES COMPTES	294 984 €
--	------------------

Immobilisations

Comité des Oeuvres Sociales

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/03/24

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	26 221		
TOTAL immobilisations incorporelles :	26 221		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	3 047		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	14 994		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			18 470
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	18 041		18 470
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	705		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	705		
TOTAL GÉNÉRAL	44 967		18 470

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			26 221	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			26 221	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			3 047	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		2 918	12 077	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			18 470	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		2 918	33 593	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			705	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			705	
TOTAL GÉNÉRAL		2 918	60 519	

Amortissements

Comité des Oeuvres Sociales

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/03/24

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	26 221			26 221
TOTAL immobilisations incorporelles :	26 221			26 221
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	3 047			3 047
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	13 456		1 380	12 077
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	16 503		1 380	15 123
TOTAL GÉNÉRAL	42 724		1 380	41 344

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
TOTAL GÉNÉRAL			

Charges à Payer

Comité des Oeuvres Sociales

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/03/24

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Disponibilités, charges à payer Autres dettes	7 665
TOTAL	7 665

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	58 945	480
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	58 945	480

Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	2 870
Autres créances	51 327
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	54 197

Provisions Inscrites au Bilan

Comité des Oeuvres Sociales

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/03/24

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				

TOTAL GÉNÉRAL				
----------------------	--	--	--	--

État des Échéances des Créances et Dettes

Comité des Oeuvres Sociales

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/03/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	160	160	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	54 297	54 297	
TOTAL de l'actif circulant :	54 457	54 457	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	58 945	58 945	

TOTAL GÉNÉRAL	113 402	113 402	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	86 554	86 554		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	480	480		

TOTAL GÉNÉRAL	87 034	87 034		
----------------------	---------------	---------------	--	--

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités Autres engagements donnés :	
TOTAL	

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	

Effectif Moyen

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres		1
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		3
Ouvriers		
TOTAL		4